

MM. Taoufik BACCAR, gouverneur de la Banque centrale (BCT) et M.Abdallah KALLEL, président de la chambre des conseillers, ont ouvert, mercredi 10 mars 2010, une table ronde ayant pour thème : « Quelle gouvernance après la crise économique et financière ? ».

Dans son intervention, M. BACCAR, a donné des éclairages sur l'approche suivie par la Tunisie pour réagir à la crise financière et économique mondiale, « approche qui, a-t-il - dit, a prouvé la justesse des options prises par la Tunisie sur instructions de Son Excellence le Président BEN ALI ».

Il a ajouté que cette approche s'est distinguée par sa dimension graduelle, le souci de consacrer la corrélation entre l'économie et le social, une politique de change modérée et une activité bancaire au profit du développement, et ce, loin de toute spéculation et de toute tendance au gain rapide.

M.BACCAR a fait remarquer que la crise a rendu nécessaire l'institution d'un nouveau mode de gouvernance qui se doit d'être plus efficace et capable de dissuader la récurrence de telles crises, précisant que la situation implique des changements profonds de la prise de décision au sein des institutions internationales.

Il a souligné la nécessité d'associer, dorénavant, les pays émergents à la prise de décision au sein de ces institutions et à la dynamisation de leur rôle dans la mise en place de nouvelles règles garantissant sécurité et transparence financières.

Le gouverneur de la BCT a soutenu que les banques centrales sont tenues, aujourd'hui, de jouer un rôle essentiel dans cette restructuration des institutions financières et économiques et a fait observer que la crise a fait ressortir que la révision des taux d'intérêt et l'inflation ciblée, ne peuvent pas à eux seuls mettre fin aux tendances spéculatives et aux déséquilibres du marché.

Il a avancé que les banques centrales sont appelées à accorder à la stabilité financière la même attention que celle portée à la stabilité des prix, à renforcer leur capacité de contrôle prudentiel de toutes les institutions financières et à contenir les divers risques.

Intervenant, M. KALLEL a indiqué que la crise que connaît le monde, depuis 2008, est due en grande partie à l'abandon des principes et valeurs du système capitaliste libéral, à l'option pour le gain rapide et à l'absence d'un système régulateur et d'une gouvernance efficace.

Il a souligné que le monde, après l'échec des groupes G8 et G20 de trouver des solutions appropriées, a besoin, plus que jamais d'une nouvelle gouvernance efficace.

Il a relevé que la Tunisie a réussi à atténuer l'impact de cette crise sur l'économie nationale à la faveur d'un ensemble de réformes et de mesures prises à temps par le président de la république, initiatives qui n'ont pas manqué d'aider la Tunisie à résister et à s'adapter aux fluctuations de la conjoncture économique mondiale.

Pour sa part, le conseiller M.Rachid Sfar a indiqué que le moment est opportun pour instaurer une nouvelle gouvernance internationale favorisant l'équité des chances entre tous les peuples, précisant que les voix des pays qui n'ont été pour rien dans le déclenchement de cette crise doivent être entendues et concrétisées par des propositions pratiques consensuelles.

Le conseiller Chedli Ayari, a, pour sa part, réitéré l'importance de la mise en place des fondamentaux d'une gouvernance financière et économique mondiale pour remplacer les systèmes nationaux en vigueur, notamment en matière de gestion des crises qui secouent de temps à autre, les marchés financiers ou les économies.

Il a averti que tout échec du sommet du G20, prévu en novembre prochain à Séoul (Corée du sud), de réaliser une avancée dans la réforme du système financier mondial et garantir une reprise de la croissance économique toujours menacée par la récession, causera la disparition du projet de gouvernance mondiale et du G20.

Il est important, précise encore le conseiller, de soutenir le processus de réforme, engagé aux niveaux national et régional, des systèmes de gouvernance financière et économique en place actuellement, en absence d'une vision claire concernant le leadership économique mondial durant la période post-crise.

Les questions soulevées par les participants à cette table ronde se sont articulées notamment sur la nécessité de créer une structure d'orientation et un conseil mondial de développement, chargé de coordonner les politiques de développement et de garantir l'égalité des chances entre les peuples.

Autre question soulevée par les participants, celle relative à l'importance des solutions visant à faire face aux impacts de la crise, en absence de tout engagement en faveur des principes de bonne gouvernance.

Certains d'intervenants se sont interrogés sur la nature du processus de gouvernance que la Tunisie devra adopter dans le cadre d'une conjoncture caractérisée par la poursuite de la crise malgré une certaine reprise de la croissance économique.

Ils ont recommandé de consolider la gouvernance nationale et de mettre en place un système régional qui constituera un contre poids des grandes puissances, outre la consolidation du principe de solidarité et des spécificités locales dans la mise en place des schémas de développement.

Dans sa réponse, M. BACCAR, a souligné que la crise reste d'actualité, précisant que les contours du concept de gouvernance adopté par la Tunisie sont clairs. Ils se basent, précise le gouverneur de la BCT, sur la rationalité, l'ouverture progressive et l'adéquation avec les nouveautés qui s'opèrent sur la scène mondiale. « La Tunisie a pris toutes les dispositions, conformément aux décisions du chef de l'Etat, afin de réduire les impacts de la crise », a indiqué M. Baccar.

Il a rappelé dans ce cadre le programme présidentiel, notamment les points relatifs à la poursuite de la réforme du système fiscal, la consolidation du secteur bancaire et la compétitivité de l'économie nationale, outre le renforcement du positionnement sur les marchés extérieurs.

M. BACCAR a passé en revue les programmes, mécanismes et décisions mis en place, en vue de faire face aux impacts de la crise, rappelant la décision présidentielle relative à la création d'un centre spécialisé dans l'élaboration des politiques monétaires lié aux grandes bases de données.

S'agissant de la gouvernance mondiale, le gouverneur de la BCT a mis l'accent sur la nécessité de réviser les prérogatives de certaines instances internationales à l'égard du fonds monétaire international (FMI).